

"La situation est grave !"

Crise sanitaire aux Finances Publiques, suppressions d'emplois et fermetures de services de proximité : comment faire ?!

Il y a plus d'un an que nous subissons un confinement sanitaire où l'ensemble des citoyens ont vu leur liberté de déplacement, de culture, de loisirs être réduite au strict minimum, l'éducation de leurs enfants être mise entre parenthèses, craindre pour les anciens, et subir l'arrêt des activités dites non essentielles.

Nous avons la chance d'habiter dans un département qui a été relativement épargné jusqu'ici, un département qui n'a pas pris de plein fouet cette épidémie comme une partie de l'est ou le nord de la France ou la région parisienne, et ainsi de ne pas voir les pages consacrées aux annonces des décès dans nos quotidiens ou hebdomadaires locaux être multipliées par quatre sur plusieurs semaines.

Néanmoins, les représentants CGT tiennent à vous faire part de notre réelle inquiétude sur l'évolution des indicateurs de ce département.

En effet que ce soit le taux d'incidence, le taux effectif de contaminations, le taux d'occupation des lits de réanimation, le nombre de personnes hospitalisées, tous ces indicateurs sont en train de virer au rouge par l'apparition et la prééminence du variant anglais.

Nous observons depuis quelques jours une nouvelle accélération de la dégradation de ces indicateurs due à un taux effectif de contamination qui continue de progresser.

La CGT considère que la gestion actuelle de la crise sanitaire par le gouvernement n'est plus appropriée et n'est pas à la hauteur du discours du « quoi qu'il en coûte » présidentiel de mars 2020.

Nous étions passés au temps du « coûte que coûte » en maintenant au maximum l'activité économique par la non-fermeture des écoles et en limitant la fermeture des commerces ou des services.

C'est la stratégie du plateau haut définie par le président cet automne. Une stratégie qui consiste à stabiliser le nombre de contaminations, et le nombre de personnes en réanimation pendant plusieurs semaines avant d'atteindre la baisse attendue de la campagne de vaccination.

Cela sous-entend que depuis plusieurs semaines le président de la République, mais aussi la totalité du gouvernement a accepté la contamination journalière de plusieurs dizaines milliers de personnes, empêchant de facto toute politique de traçage, la mort de 250 à 300 de nos concitoyens par jour, sans oublier qu'une partie des malades hospitalisés vont subir les effets délétères de cette maladie pendant plusieurs semaines voire pour certains pendant plusieurs mois.

D'après notre président, cette stratégie échoue à cause du variant anglais qui est plus contagieux de 60 % et plus pathogène que la souche dite historique.

Ce même président qui déclare s'en remettre aux avis des scientifiques, mais ne les écoute pas quand ils appellent à un confinement strict.

Ce même président qui ment aux Français quand il déclare le pic de l'épidémie en février alors que les projections le prévoient à la mi-mars.

À cela il faut ajouter une campagne de vaccination erratique qui subit la préférence nationale des compagnies pharmaceutiques produisant les vaccins en oubliant les engagements commerciaux pris envers les pays de l'Union européenne qui les a grassement subventionnées.

C'est pourquoi au vu de tous ces éléments, nous sommes convaincus que les mesures

sanitaires mises en place dans notre pays sont malheureusement devenues insuffisantes pour contenir l'évolution de cette épidémie. D'autant que le week-end de pâque les gens ont pu aller dans différentes régions plus ou moins infectées. A cela, il faut rajouter l'arrivée de plusieurs milliers de nos concitoyens dans notre région fuyant des zones beaucoup plus contagieuses doit être considérée ce jour comme un accélérateur de cette épidémie dans les prochains jours. N'en doutez pas Monsieur le directeur, nous retrouverons une partie de ses concitoyens dans nos halls d'accueil au moment de la campagne d'information sur le revenu.

Ne pas le reconnaître et ne pas anticiper est à nos yeux plus qu'une erreur. Nous nous ne sommes pas atteints de surdité face à la multiplication des témoignages des services des urgences situés dans des départements où la tension hospitalière devient intenable. Des témoignages, des tribunes publiées dans la presse nationale qui devraient tous nous alerter puisque ces professionnels craignent la mise en place rapide du tri des patients dans certains services et aussi constatent que la moyenne d'âge des personnes entrant en réanimation est en train de baisser.

C'est la raison pour laquelle, la CGT Finances Publiques vous demande en tant que directeur des services fiscaux de l'Ariège et président du CHS-CT que la réception physique des contribuables dans les centres des Finances Publiques soient limités aux seuls rendez-vous présentant un véritable caractère d'urgence comme le sous-entant le message du DG du 5 avril 2021.

La CGT considère qu'il n'est plus raisonnable de voir s'entasser plusieurs dizaines de nos concitoyens dans des milieux clos comme nos halls d'immeubles pour déposer par exemple des déclarations d'impôt sur le revenu.

Vous connaissez, Monsieur le directeur l'attachement viscéral de la CGT au service public de proximité, au maintien d'un accueil physique fiscal de qualité.

Cette exigence de dégrader la réception et le renseignement est un crève-coeur, mais elle se veut cohérente par rapport à la crise sanitaire.

Nous priorisons avant tout la santé et la sécurité des agents, mais aussi des contribuables.

Une vraie politique de prévention face à l'évolution de cette pandémie serait aussi de limiter le plus rapidement possible au sein de nos services les interactions sociales et de ne pas se rendre dans les maisons de France Service, ni à la mairie de Saverdun.

Concernant la campagne téléphonique, dans une note dat  e du 15 mars 2021, la DG a dévoilé son nouveau dispositif national d'accueil téléphonique.

Cette note est totalement ubuesque puisqu'elle détaille tranquillement comment le dispositif national d'accueil téléphonique derrière le numéro national 0809 401 401 qui est sens   soutenir les services de gestion dans les départements, ne pourra faire face lors de la campagne de l'impôt sur le revenu. Ainsi la solution trouvée par la DG ce sont les services de direction, de gestion et de contrôle des directions déconcentrées qui vont devoir aider le service national, alors que la DG a prélevé des emplois dans les SIP pour créer ces centres de contact....en gros on nous a piqué des emplois pour soit disant transférer certaines de nos missions et quelque temps après on nous renvoie la mission sans les emplois.... Magnifique !

C'est le triste constat d'une gouvernance à court terme de notre Direction Générale sans aucune anticipation, sans vision sur la réalité de la situation des services et la conséquence de décennies de destruction d'emplois qui laisse les services de gestion en ruine.

Ainsi on cherche dans les départements comment attribuer les lignes de téléphone de renfort. On trouve les ressources manquantes (après les SIP et les services de direction) dans les services de contrôle, seule variable d'ajustement possible mais désastreuse en termes de résultats pour eux.

On demande aux agents des SIP déjà submergés, en déficit d'emplois (   Foix par exemple - 2) de gérer ces appels puis à ceux chargés du contrôle des particuliers de faire du standard téléphonique national pendant 2 mois. Cela démontre l'intérêt que porte la Direction Générale aux agents des SIP et sur le maintien du contrôle fiscal dans les départements.

Comment voulez-vous également que les collègues des SIP puissent recevoir le public, répondre aux appels locaux, répondre aux courriels, saisir les déclarations d'impôts, mettre à jour la taxe d'habitation alors qu'ils vont être vampirisés par le transfert des missions des centres de contacts et certains en télétravail ?

On est ici sur la démonstration que la DG n'est que dans la communication, d'un côté on fait des photos lors de la signature des conventions "Nouveau Réseau de Proximité", on promeut la décentralisation de quelques services et dans le monde réel, on n'arrive plus à assurer nos missions sans déclencher la mise à l'arrêt de tous les services pour y parvenir.

Ce qui se passe est intolérable, et la CGT ne peut restée muette sur le sujet même si les conditions de mobilisation des agents n'est pas possible à cause des contraintes sanitaires.

A la sortie de cette crise, il faudra que la DG s'explique sur cette politique destructrice devant les agents et les usagers.

Cette situation est à l'image des difficultés que rencontrent les hôpitaux, les agences de santé et les services de l'État face à cette crise. Des années de suppression d'emplois dogmatiques sans vision d'avenir, on arrive à une désorganisation totale des services.

Enfin pour conclure, La CGT demande de tout faire pour inscrire auprès de la préfecture de l'Ariège nos métiers comme prioritaires comme c'est le cas de la justice, la police ou les hospitaliers afin que les enfants des agents des finances publiques puissent être scolarisés.

Notre ministre nous a assez répété que nos missions étaient prioritaires pour la nation.

En attendant, la CGT demande que les agents obligés de garder leurs enfants soient placés en Autorisation Spéciale d'Absence, le télétravail n'étant pas un mode de garde.

Même si, suite à l'intervention de la CGT, le ministère concède des ASA pour les parents qui gardent des enfants scolarisés jusqu'en primaire, nous vous demandons de les étendre jusqu'aux collégiens.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [CR CTL](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
